

CAN 2024 : la RCA éliminée

Le Ghana élimine la République Centrafricaine au bout du suspense. Le dernier match des éliminatoires de la CAN 2024 aura finalement été le plus indécis et celui au scénario le plus improbable. La République Centrafricaine n'a pas réussi à se qualifier pour la phase finale de la CAN 2024 après sa défaite 2-1 sur le Ghana dans son sixième et dernier match du groupe E, jeudi 7 septembre 2023, au stade Baba Yara de Kumasi. C'est le Ghana qui a pris le dessus sur la République Centrafricaine, décrochant son ticket pour la phase finale de la 34^e Coupe d'Afrique des Nations de football, qui aura lieu en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024. Une victoire (2-1). C'est la dernière ligne droite pour la phase de groupes des qualifications pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN 2024).

Car si Louis Mazouta, le buteur maison, a ouvert le score pour la République Centrafricaine, (1-0, 25^{ème}). Bien lancé en profondeur, l'attaquant de Quevilly Rouen Métropole se défait du gardien ghanéen et marque dans un but vide. 1-0, pour la Centrafrique face au Ghana dans ce match

de la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2024. Les Ghanéens ont vite ré-pondu pour remettre leur équipe dans le match (1-1) à la suite d'un coup franc. Plus offensive au retour des vestiaires, le Ghana a inscrit son deuxième but. Les Fauves du Bas-

Oubangui tirent leur révérence aux éliminatoires de la CAN 2024 après une longue aventure périlleuse et dépourvue de son stade pour jouer devant le public sportif centrafricain.

Arsène Jonathan Mosseavo

(Suite de la page 7)

Contrairement à des narratifs développés par les antagonistes des Etats-Unis, pour cet « état profond » américain les véritables raisons des massacres répétés à grande échelle - il est difficile de nommer autrement le mode opératoire qui leur est propre - n'ont pas pour objectif ultime et fondamental la domination du monde, pppropriement dit. Cette qualification n'est pas tout à fait précise. L'objectif final visé est bien plus pragmatique : **la survie des Etats-Unis d'Amérique.**

Non pas la survie toute courte, en tant qu'une entité étatique, mais la survie des constructions permettant de réaliser des super-profits à des élites, d'une part, et, d'autre part, la survie de la mode et du niveau de vie acquis par le pays depuis la fin de la Grande dépression qui est arrivée à terme avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et la relance de l'économie américaine par l'industrie de guerre. Cette survie n'est, tout simplement, pas envisageable sans la domination militaro-économique, ou, pour être plus précis, **militaro-monnaire** du monde. Et ce n'est nullement un hasard de l'histoire que le budget de guerre, dit de défense des Etats-Unis à lui seul est supérieur à 1/3

des dépenses mondiales dédiées à la défense - l'élément crucial dans le maintien de la **domination monétaire à l'échelle mondiale.**

Le concept de la survie par la domination mondiale a été clairement formulé à la fin de la guerre froide par Paul Wolfowitz, le sous-secrétaire américain à la Défense dans sa **doctrine dit « de Wolfowitz »** - qui considérait les USA comme la seule superpuissance restante au monde et dont l'objectif principal est de conserver ce statut: « **empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union Soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle posée autrefois par l'Union Soviétique** ».

Les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine

En mettant de côté les nobles narratifs adressés à la sensibilité psychologique des masses qui doivent exécuter le rôle qui leur est prescrit - l'approbation - voyons les réelles raisons, les principaux piliers-porteurs sous-jacents de la nouvelle guerre dans le cadre global de la survie des Etats-Unis d'Amérique - de **la guerre en Ukraine.**

Ces piliers-porteurs sont interdépendants et sont en nombre de trois :

Le maintien de la domination

mondiale par le système monétaire américain, l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne et l'affaiblissement significatif de la position de la Russie dans le cadre du futur conflit face à la Chine.

Tout autre élément de la guerre actuelle en Ukraine du côté américain, comme le lobbyisme de l'industrie de l'armement américain, la récupération des marchés énergétiques, la protection des importants acquis économiques américains sur le sol ukrainien, les schémas de corruption, le revanchisme personnel des « élites » américaines russo-phobes issues de l'immigration de l'Europe de l'Est et tant d'autres - ne sont que les compléments, les dérivés secondaires et les conséquences des trois raisons clés énumérées.

La suite au prochain numéro ...

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.ccie.eu)
Spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris



LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

TRI-HEBDO INDEPENDANT D'INFORMATION GENERALE
TEL: (+236) 75030894/ 72550168/ 70401514
Email: journalanoca@gmail.com
Autorisation de Publication: N°009/20/HCC/P/PPPML
Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO
Compte bancaire: BPMC 37102775401-08
N° RCCM: CA/BG/2021A605
Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

LANOCA N° 0200
du
8 au 11 Septembre 2023
Prix: 300 FCFA

Le gouvernement et la MINUSCA se soucient de la situation humanitaire des populations de Birao et des réfugiés soudanais



Analyse - Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

lancement de l'immatriculation des sociétés coopératives

CAN 2024 : la RCA éliminée

INSTITUT PASTEUR
PASTEUR NETWORK

NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE
de notre Laboratoire d'Analyses Biomédicales
à partir du lundi 11 septembre 2023

LUNDI	7h00 - 16h30
MARDI	7h00 - 16h30
MERCREDI	7h00 - 16h30
JEUDI	7h00 - 16h30
VENDREDI	7h00 - 16h30
SAMEDI	7h30 - 12h30



ENTRETIEN - Il ne faut pas oublier la République centrafricaine, plaide le Coordinateur humanitaire



Marché des valeurs : la 7^e session du cadre permanent de concertation des Trésors publics de la CEMAC a pris fin hier à Bangui

SOMMAIRE

- Abdelaziz Abakar Aziz, dans la cour des grands.....page 2
- Red star, Champion national 2023.....page 3
- CAN féminine 2024 : les fauves dames de la RCA affronteront les lionnes du Cameroun en match amical, à Yaoundé.....page 4,5
- Match couperet Ghana Vs RCA, le 7 septembre prochain à Koumasi.....page 5.6
- Gbangouma : début du championnat U-15 des centres de perfectionnement de Bangui.....page 7
- La liste des Fauves du Bas-Oubangui contre le Ghanapage 8



LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction
Arsène- Jonathan MOSSEAVO

Secrétaire de rédaction
Steven LANZARAS

Rédacteur
Diane Marème
Katrine Vardysky
Clem Patrick
Gambe
Husseini Mahamat
Terence Gavenne

Hénoch Hector DOTIGUI
Point de Vente
Kiosque GEPPIC/
Centre-ville

Distribution
Louis Maurice SER-
VICE

Infographie et PAO
Rachid Medhi Ahmed

Imprimerie
Dauphin Royal

JOURNAL LANOCA
Les Antilles Nouvelles de l'Centre-Afrique

Marché des valeurs : la 7^e session du cadre permanent de concertation des Trésors publics de la CEMAC s'est tenue à Bangui

Il s'agit de la 7^e session du cadre permanent de concertation des Trésors publics de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale-CEMAC (CPC - TP -CEMAC) qui s'est tenue du 4 au 7 septembre 2023 à Bangui, capitale de la République Centrafricaine. La session de Bangui est placée sous le thème « *Élargissement de la base des investisseurs (résidents et non-résidents) pour le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC et complémentarité entre les ressources via le marché et les financements directs des partenaires internationaux* ».

Les cadres des Trésors publics de la CEMAC sont réunis pendant trois jours pour prendre des bonnes résolutions pour le développement du marché des valeurs du Trésor et partager des expériences sur les problématiques relevant des activités de trésorerie publique. Occasion pour les participants de trouver des réponses adaptées aux besoins de financements des pays de la CEMAC. Pour y parvenir, il faudrait mettre en place une stratégie pour une meilleure éducation financière dans la CEMAC.

Dans l'ensemble, des avancées sont notées malgré quelques inquiétudes relevées par le Président en exercice du Cadre permanent de concertation des Trésors publics de la CEMAC, Serge Ouarassio Monkomsse, Directeur général du Trésor public de la République Centrafricaine. Selon le Président en exercice du CPC-TP-CEMAC, la tenue de la session à Bangui, permet à la République Centrafricaine de devenir peu à peu l'une des grandes plates financières de la CEMAC au regard de la diversité et de la qualité des acteurs du marché ainsi que des organismes de régulation qui séjournent à Bangui actuellement dans le cadre de cette session trimestrielle du cadre permanent de concertation.

Les avancées

- Hausse des encours des titres qui est passée de 51,6 milliards F CFA en 2011 à 5881, 5 milliards F CFA au 31 juillet 2023 ;
- Le dynamisme des marchés secondaires marqués par la diversification des détenteurs les Spécialistes des Valeurs du Trésor (SVT) qui détiennent 66,8% soit (3929 milliards de F CFA), les autres banques non-SVT 10,1% (595,9 milliards F CFA), les investisseurs institutionnels 5,5% (812,2 milliards F CFA), les personnes physiques 3,2% (585,3 milliards de F CFA), et la BEAC 4, 4 % (258,5 milliards de F CFA)

Les Défis

- Réduction des coûts d'émissions ;
- L'augmentation des taux de participation des SVT aux émissions des dettes publiques ;
- Le relèvement des taux de souscription aux opérations des marchés initiés par les émetteurs souverains de la CEMAC y compris par les investisseurs non-résidents.

Les thématiques à aborder

- Amélioration de l'éducation financière dans la CEMAC grâce à la

participation des acteurs publics (régulateurs et émetteurs souverains), des acteurs privés (établissements de crédit, établissements de microfinance, spécialistes en valeur du Trésor, sociétés de bourses et sociétés de gestion de portefeuille) ainsi que mobilisation des principales entités de relais (entités de promotion de l'éducation financière, cabinets de conseil, organisations corporatistes, organes de presse et monde universitaires) ;

- Passer en revue les relations entre émetteurs souverains et groupes bancaires « maison- mère » des SVT, d'esquisser les contours d'une meilleure stratégie pour accompagner les Etats et de rendre visible le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC à l'international ;

- S'appesantir sur la problématique du financement par recours au marché des valeurs du Trésor versus financement par recours aux partenaires internationaux (prêts bilatéraux et multilatéraux) : quelle stratégie pour complémentarité optimale.

Les représentants des Trésors publics de la CEMAC sont déterminés à tout mettre œuvre durant les trois jours de leur septième session à combler des manquements pour améliorer la performance du marché notamment l'amélioration de la communication sur le marché des valeurs du Trésor et l'amélioration de la transparence financière sur le marché pour en faire un instrument efficace de mobilisation des ressources nécessaires au financement des économies des pays de la CEMAC .

Cette activité s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du nouveau corpus réglementaire du marché des titres publics, obtenu après consultations avec les autres acteurs en juillet 2019 à Douala et validé en novembre de la même année par le Comité de politique monétaire de la BEAC.

Le cadre régional de concertation a été mis en place quelques temps seulement après l'entrée en vigueur le 1er janvier 2022, du calendrier révisé des adjudications sur le marché des titres publics de la BEAC, instituant des jours d'émissions (lundi, mardi et mercredi) des valeurs du Trésor par Etat. Réorganisation adoptée par le conseil de surveillance de la Cellule de règlement et de conservation des titres (CRCT) lors de sa session extraordinaire du 18 novembre 2021.

Le Cadre Permanent de Concertation des Trésors publics de la CEMAC est une initiative de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), qui a été institué par le Conseil de Surveillance de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) sur instruction du Gouverneur de la BEAC, le 18 novembre 2021.

Arsène Jonathan MOSSEAVO

Le dollar américain : les raisons cachées de la guerre en Ukraine

Il est facile et particulièrement commode pour les représentants de la société occidentale de se rassembler derrière les narratifs de l'OTAN sur les raisons du conflit armé en Ukraine et de ne pas se mettre dans l'inconfort du doute et de la remise en question des postulats préétablis et dominant l'opinion public.

Pourtant, la sortie de cette zone de confort intellectuel qui n'est, en réalité, psychologiquement, qu'une zone de peur, est un exercice incontournable pour tous ceux qui privilégient la recherche de la vérité, qui, parfois, peut être bien différente des narratifs préétablis.

Dans cette analyse je n'entrerai pas dans les éléments historiques de chacun des belligérants, certes importants, qui ont mené vers la confrontation dans laquelle le monde se retrouve aujourd'hui, mais je parlerai du rôle réel sous-jacent et majeur de l'acteur-clé dans ce conflit : les Etats-Unis d'Amérique.

L'histoire nous démontre que, malgré les apparences, aucune guerre du passé n'a jamais eu une seule raison pour être déclenchée.

Chaque conflit majeur est basé sur un projet constitué de toute une multitude de raisons et de sous-objectifs à attendre dans le cadre d'un grand but ultime qui dépasse grandement, en général, le cadre de la guerre elle-même.

Les raisons-déclencheurs annoncées par les parties en confrontation ne sont que le reflet du point culminant, du haut de l'iceberg des divergences profondes qui, non seulement, ne peuvent plus être résolues par la voie diplomatique, mais, même au contraire, une solution diplomatique serait un obstacle à la réalisation des objectifs préétablis et soigneusement dissimulés.

L'instauration des démocraties

En terme général, les Etats-Unis d'Amérique et, auxiliairement, le monde dit occidental affirment que les conflits armés menés directement ou « orchestrés » par le monde de leur initiative ont pour raison l'instauration des états de droit, des libertés indi-

viduelles et collectives et de la lumière de la démocratie sur les territoires visés par la lutte face à la tyrannie, la dictature et la barbarie sanguinaires qui y résident.

En analysant l'intégralité de plus de cinquante guerres et interventions armées menées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, directement ou indirectement, par le bras armé des USA et/ou par procuration, via les pays satellites, et en analysant les résultats ultimes des hostilités on ne peut que faire un constat majeur :

Soit les Etats-Unis d'Amérique sont incroyablement mauvais dans la réalisation de leurs objectifs préétablis, car ils ne sont jamais atteints - pas une seule fois; Soit, et pour être plus sérieux, les véritables raisons de la mise à feu et en cendres de parties du monde d'une manière discontinue ne sont pas tout à fait, ou, pour être plus précis, n'ont rien à avoir avec celles affichées.

Nul ne doute sur l'objectivité de ce constat, car il y a beaucoup trop de précédents de « réalisations », dont on connaît les résultats finaux. En mentionnant que les majeurs parmi elles, on peut citer les guerres en Corée et en Chine, au Guatemala, au Vietnam et au Cambodge, en Irak, en Bosnie et en Serbie, en Afghanistan, en Libye et en Syrie.

Sans parler de tant d'autres interventions américaines dans l'histoire contemporaine, y compris avec des bombardements directs de civils, comme à Cuba, au Congo, au Laos, à Grenade, au Liban, au Salvador, au Nicaragua, en Iran, au Panama, au Koweït, en Somalie, au Soudan, au Yémen et au Pakistan.

Et même cette liste n'est nullement exhaustive, car elle ne prend pas en compte tant d'opé-

rations confidentielles menées de par le monde dans le but de « l'instauration des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ».

L'observation de l'état général acquis par les sociétés visées, de leur qualité de vie avant et après les processus subis de la « démocratisation » ne peut laisser le spectateur que très perplexe.

La survie des Etats-Unis d'Amérique

En ne négligeant pas le fait que le peuple américain est un peuple fort sympathique et parfaitement amical en soi - ce qui ne peut nullement être nié par tous ceux qui ont eu l'expérience de relations et d'échange interpersonnel avec ses représentants et dont, pour ma part, j'ai la chance et l'honneur de côtoyer plus d'un de grand valeur humaine et vers qui j'éprouve de l'amitié et du respect profond - on ne peut, néanmoins, nier le fait que la liberté de pensée du peuple américain, dans sa majorité, est profondément soumise à la puissance de la propagande étatique, exercée depuis tant de décennies, via quasi l'intégralité des canaux de communication qui sont directement contrôlés par « l'état profond » américain et ses lobbies qui poursuivent les objectifs qui leur sont propres et ceci au nom de la nation américaine.

Les raisons tellement nobles des interventions armées des USA dans le monde, affichées auprès de la population américaine ne diffèrent, d'ailleurs, guère de celles affichées sur la scène internationale.

Comme le disait en 1981 l'ancien directeur de la CIA William Casey : « *Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux* ».

(Suite à la page 8)

(Suite de la page 5) notamment au niveau des frontières avec le Soudan, avec le Tchad, avec le Sud-Soudan. Mais nous avons aussi d'énormes difficultés au niveau de la région de l'Ouest où nous avons des explosifs, des mines qui sont utilisées sur les routes. Les déplacements des humanitaires et de la population en général sont extrêmement limités par ces outils.

Concernant le groupe Wagner, nous travaillons avec toutes les parties en conflit, que ce soient les parties nationales ou les parties internationales, parce que notre objectif, c'est de sauver des vies en tant qu'humanitaires. Et pour cela, nous avons un dialogue direct, quand cela est nécessaire, avec toutes les parties pour pouvoir permettre d'avoir accès aux populations, pour la protection, mais aussi pour pouvoir leur donner les services nécessaires que nous avons la charge et la responsabilité, en tant qu'humanitaires, de donner à ces populations.

ONU Info : Êtes-vous confronté à la désinformation concernant l'action humanitaire et est-ce que vous avez pris des mesures pour lutter contre cette désinformation ?

Mohamed Ag Ayoya : La République centrafricaine est un pays où la désinformation est énorme dans tous les domaines et bien sûr le domaine humanitaire n'est pas du tout épargné. Nous y faisons face. Récemment, au mois d'août, nous avons organisé un atelier où nous

armés. Et ça, bien sûr, ça peut créer des problèmes avec la population locale qui aussi fait l'objet des attaques de ces groupes armés. Et en général quand cela arrive, il faut intervenir rapidement pour contredire cette désinformation, parce qu'après ce sont nos collègues qui sont sur le terrain qui sont menacés, tant sur



les aspects physiques, mais aussi leur vie est en danger quand cela se passe.

ONU Info : Etes-vous inquiet de l'impact de la crise au Soudan sur la situation humanitaire centrafricaine ? Et aussi la guerre en Ukraine, quel est l'impact pour la République centrafricaine ?

Mohamed Ag Ayoya : Les deux crises ont malheureusement un impact négatif sur la population centrafricaine. La crise au Soudan n'était pas une crise à laquelle on s'attendait. Quand nous avons préparé notre plan de réponse pour l'année 2023, on ne s'attendait pas à voir la crise au

surtout d'être capables de les accueillir chez elles afin que nous, nous arrivions en tant qu'humanitaires pour apporter l'aide nécessaire.

Et ensuite, c'est le cas du côté du Tchad où, du jour au lendemain, on se retrouve avec 34.000 personnes, et aujourd'hui on en est à 37.000, qui ont traversé la frontière et qui sont retrouvées dans des villages et se sont ajoutées à des populations qui étaient déjà des populations vulnérables en termes d'accès à la nourriture, en termes d'accès aux services sociaux de base comme l'éducation, la santé. Cela a augmenté la vulnérabilité, cela a augmenté les besoins. Mais heureusement que les humanitaires ont pu répondre très rapidement.

La guerre en Ukraine a un impact extrêmement sérieux en République centrafricaine, parce que, à cause de cette guerre, nous avons vu le financement coupé ou au moins réduit de façon significative. Sur le plan national, nous avons vu les prix grimper, les prix des denrées alimentaires, les prix du carburant, et cetera... Tout cela est dû au fait qu'il y a cette crise non seulement en Ukraine, mais encore une fois, cela s'est aggravé avec la crise au Soudan.

ONU Info : Vous êtes ici à New York et ensuite vous allez à Washington pour mobiliser les bailleurs de fonds. Quel est votre message aux bailleurs de fonds concernant la situation humanitaire en République centrafricaine ?

Mohamed Ag Ayoya : Notre message est simple, c'est qu'aujourd'hui la République centrafricaine ne doit pas être oubliée. Elle ne doit pas être oubliée parce que ce qui se passe dans la région, au Soudan par exemple, mais elle ne doit pas être oubliée aussi à cause de ce qui se passe en Ukraine. Nous faisons face à plus de la moitié de la population centrafricaine qui est dans le besoin.

Mais malheureusement, aujourd'hui, nous faisons aussi face à une rareté des soutiens financiers de nos différents bailleurs pour faire face à cette crise. Par exemple, notre plan de réponse humanitaire actuellement est financé seulement à 36%. L'année dernière, au même moment, il était financé à 65%. Donc vous pouvez imaginer l'impact que cela a sur nous et pour nous, pour être capable d'avoir une réponse effective pour ces 2,4 millions de personnes. Par exemple au jour d'aujourd'hui, nous n'avons été capables d'atteindre que 1 million de personnes et nous sommes déjà à huit mois en 2023 et les fonds que nous avons reçus jusqu'à présent sont très en deçà des besoins qui sont les besoins des populations extrêmement vulnérables qui vivent dans une situation assez compliquée, assez complexe et qui s'aggrave tous les jours à cause des aléas climatiques, mais aussi à cause des aléas de conflits internes et externes, avec un nombre de populations déplacées assez élevé dans le pays mais aussi des réfugiés qui sont en dehors du pays et des réfugiés que nous accueillons en République centrafricaine.



avons fait venir des journalistes, des fact-checkers, pour leur donner l'information réelle et les sources d'information afin qu'elles puissent être diffusées à la population et à tous ceux qui peuvent y avoir accès, pour faire en sorte que cette question de désinformation soit prise réellement en compte dans le contexte de la crise centrafricaine qui est un contexte assez fragile, mais aussi un contexte où la population n'est pas largement éduquée. Toute sorte de désinformation peut être extrêmement grave et extrêmement dangereuse pour nous humanitaires qui travaillons dans le pays.

ONU Info : Est-ce que vous avez un exemple concret de désinformation concernant l'accès humanitaire qui a été particulièrement dommageable ?

Mohamed Ag Ayoya : Il y en a beaucoup. Par exemple, il y a l'exemple selon lequel souvent les humanitaires travaillent directement avec les groupes

personnes dans un contexte où la zone s'approvisionnait directement à partir du Soudan et cela n'est plus faisable.

Donc aujourd'hui, nous avons affaire à des populations qui sont pratiquement coupées du Soudan, du Tchad, d'où elles s'approvisionnaient avant mais aussi de la République centrafricaine à cause des inondations. Le seul accès qu'on puisse avoir là-bas aujourd'hui, c'est à travers des ponts aériens et encore une fois, ces ponts aériens coûtent extrêmement cher. Mais l'impact le plus direct sur les populations locales, c'est aussi le fait que, du jour au lendemain, des milliers de personnes sont venues parmi elles.

Donc la première réponse, en général, c'est une réponse qui est faite par les communautés hôtes elles-mêmes. Et là, nous avons vu une très grande générosité de la population centrafricaine, non seulement à accueillir ces populations qui sont arrivées en détresse, mais aussi et

Le gouvernement et la MINUSCA se soucient de la situation humanitaire des gens de Birao et des réfugiés soudanais

Le mercredi 6 septembre 2023, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Valentine Rugwabiza, et le Premier ministre centrafricain, Felix Moloua, ont effectué une visite à Birao, chef-lieu de la préfecture de la Vakaga, en compagnie d'une forte délégation, afin de s'informer de la situation sociale et humanitaire des réfugiés soudanais et de la population autochtone de cette localité.



za a salué la signature de l'accord de réconciliation en 2020, avant de plaider pour la réactivation des mécanismes locaux de prévention et résolution des conflits : « Vous aurez le soutien de la MINUSCA »

Le Premier ministre Chef du Gouvernement, **Felix Moloua**, a rassuré la population de la préfecture en affirmant qu'elle n'est pas oubliée. « Nous sommes venus avec une délégation ministérielle voir les défis afin d'ap-

Cette mission conjointe Gouvernement-Nations Unies s'inscrit dans le cadre de la bonne collaboration entre la MINUSCA et les autorités de l'Etat Centrafricain de toucher du doigt les réalités dans cette partie du pays.

Les deux responsables se sont rendus dans la zone pour écouter la population sur les défis actuels de la préfecture, évaluer les progrès réalisés, consolider le processus de paix et mobiliser les différents partenaires de développement afin d'apporter une réponse coordonnée et élargie aux priorités exprimées par la population. Valentine Rugwabiza et Félix Moloua ont salué l'engagement des autorités nationales dans la préfecture de la Vakaga et remercié la MINUSCA et les agences des Nations-unies pour les appuis multiformes et constants destinés à protéger la population civile, soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat ou répondre à la crise humanitaire actuelle.

Hamat Mustafa am Gabo, Sultan-Maire de Birao, a exprimé sa satisfaction envers la MINUSCA : Les patrouilles fortes et continues de l'unité ont permis de faire face à l'instabilité croissante dans et à l'intérieur de la ville. "

Le Préfet de la Vakaga **Léonard MBELE**, a énuméré quelques aspects positifs de la MINUSCA entre autres les constructions et réhabilitations des brigades de gen-

darmierie, les commissariats de police et des mairies dans plusieurs localités. Des doléances sur le plan sécuritaire sont exprimées par le Préfet sur la revue en hausse des effectifs des FACA et des casques bleus de la MINUSCA et qui doivent être déployés à Am-Dafock. La réhabilitation de la route nationale pour rompre l'enclavement de la préfecture fait aussi partie des demandes urgentes de la population.

La Représentante Spéciale Secrétaire général, Valentine Rugwabiza : « Nous allons travailler pour trouver des solutions à vos doléances à court et moyen termes », en rappelant que beaucoup a été fait notamment en réponse à l'impact de la guerre au Soudan dans la Vakaga. « Cinq tonnes de produits de base ont été acheminés de Bangui à Birao par la MINUSCA et OCHA. Au mois d'août, les acteurs humanitaires avaient également transporté quatre tonnes de produits de base, avec l'appui logistique de la Mission », a-t-elle annoncé.

Sur le plan sécuritaire, la Cheffe de la MINUSCA a affirmé que le travail de la Force de la MINUSCA continuera dans la région, rappelant les opérations récentes pour protéger les civils dans des zones isolées comme Tiringoulou, en situation d'urgence comme à Gordil, ou dans le cadre de mesures préventives, notamment à Am-Dafock. Valentine Rugwabi-

porter des réponses. La route est une préoccupation et nous allons nous en occuper ». Félix Moloua, a indiqué que la suppression des barrières sur les routes du pays fait partie des mesures en cours afin de faciliter la libre circulation et empêcher qu'elles ne contribuent à la hausse des prix. La paix, sans laquelle « rien ne peut se faire », a aussi été abordée par le Premier ministre qui a appelé les habitants à cultiver la cohésion sociale et le vivre ensemble. En remerciant la MINUSCA et les acteurs humanitaires pour l'acheminement des produits de base, le Premier ministre a rappelé que cette collaboration aide concrètement à résoudre les problèmes des habitants de cette région.

La fin de la rencontre avec la population et les autorités de Birao et de la Vakaga a été marquée par la remise des produits agricoles et manufacturiers aux bénéficiaires du projet de réduction de la violence communautaire (CVR), lancé par la MINUSCA en coordination avec le gouvernement. Le projet touche 1000 bénéficiaires dont 629 femmes et contribue à la réduction de la violence communautaire empêchant ainsi le recrutement des jeunes par les groupes armés et au relèvement économique.

Visite de site des réfugiés soudanais de Korsi à Birao

Le Premier (Suite à la page 4)

Lancement du processus d'élaboration du Plan Intérimaire du Développement (2024-2026) de la République Centrafricaine

Dans le cadre du lancement officiel des activités de l'élaboration du Plan Intérimaire de Développement de la République Centrafricaine (PID-RCA 2024-2026), le Premier ministre, Félix Moloua, en sa qualité de Ministre d'Etat à l'Économie, au Plan et à la Coopération Internationale, a tenu un point de presse, le 4 septembre 2023, relatif au processus d'élaboration du Plan Intérimaire de Développement de la République Centrafricaine (PID-RCA 2024-2026).

L'objectif du point de presse est d'informer les acteurs nationaux, régionaux et internationaux ainsi que la population bénéficiaire sur l'engagement du gouvernement et ses partenaires à asseoir sa politique de stabilisation et de développement à travers la formulation du Plan Intérimaire du Développement de la République Centrafricaine (PID-RCA 2024-2026). L'année 2023 marque la fin du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). Les résultats issus de l'Étude Nationale Prospective ne sont pas encore disponibles pour formuler les plans opérationnels à moyen terme issue de la vision 2050. Fort de ce constat, le Ministre d'État de l'économie, du plan et de la coopération internationale a pris l'initiative d'engager l'élaboration du Plan Intérimaire de Développement de la République Centrafricaine PID-RCA pour la période 2024-2026. Le projet d'élaboration PID-RCA 2024-2026 a donné lieu à la mise en place, par une note de service d'un comité technique dont la mission est d'élaborer les documents préliminaires de pilotage du processus du PID-RCA. Ce plan intérimaire de développement servira de nouveau cadre de référence ou un instrument de dialogue pour la construction d'un partenariat responsable agissant entre le gouvernement et ses partenaires techniques et financières. Dans ce contexte, sa formulation devrait être la résultante d'un processus participatif de l'ensemble des

parties prenantes et acteurs clés sur les actions à mener pour améliorer de manière concrète et durable les conditions de vie de la population sur l'ensemble du territoire. Dans le cadre de l'appui des Partenaires Techniques et Financiers à ce processus, le programme des nations unies pour le développement (PNUD) s'est engagé auprès du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale, en ce qui concerne la mise en œuvre des activités pour les trois premiers mois de la période de la feuille de route. Le lancement officiel des travaux d'élaboration du PID-RCA 2024-2026 a eu lieu le 5 septembre 2023 à Bangui.

Husseini Mahamat

(Suite de la page 3) ministre et la Représentante spéciale avec leur délégation se sont rendus sur le site Korsi où ils ont procédé à la remise symbolique des cartes d'identité aux réfugiés. La remise symbolique de la carte d'identité pour les réfugiés, s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par le gouvernement centrafricain afin de secourir les Soudanais ayant trouvé refuge sur le territoire centrafricain. Ces réfugiés étaient installés à Am-Dafock et transférés à Birao avec attribution d'un terrain pour abriter le site. « Vous avez instruit de mettre en œuvre la déclaration de Yaoundé signée l'année dernière. Ces requérants d'asile sont désormais des réfugiés », a indiqué Ervey Zouaka, président de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR). Des actions sont en cours pour des Centrafricains qui ont fui le conflit sou-

danais. Selon le secrétaire général de la CNR, la RCA est classée parmi les meilleurs pays du monde en matière de protection des civils. **Augmentation des réfugiés et demandeurs d'asile** « En dépit des difficultés socio-économiques, la RCA a accueilli des demandeurs d'asile et réfugiés en provenance du Soudan et du Tchad. Le nombre des réfugiés et demandeurs d'asile est passé de 12.000 à 56.000 personnes soit une augmentation de plus de 300% depuis le mois de mai 2023 », a souligné le Représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) en Centrafrique, Fafa Olivier Attidzah, félicitant le gouvernement et les populations qui les ont reçues et hébergées. Fafa Olivier Attidzah, a également remercié les bailleurs pour leur soutien à la cause des

réfugiés et exprimé le souhait d'obtenir davantage de ressources pour la production agricole. Dans son adresse, le Premier ministre a appelé les réfugiés à vivre en symbiose avec la population locale, tout en formulant le vœu pour le retour de la paix au Soudan « pour que ces réfugiés puissent rentrer dans leur pays ». En attendant, le gouvernement centrafricain va continuer de travailler avec la communauté internationale pour améliorer les conditions de vie de ces réfugiés qui sont sur le site de Korsi. La remise de la carte identité du réfugié a été organisée par la Commission nationale des réfugiés (CNR) et le Haut-Commissariat des Nations-unies pour les Réfugiés en Centrafrique (HCR). Le site de Korsi abrite actuellement 1808 réfugiés soudanais.

Aubin NDATA, de retour sur Birao

ENTRETIEN - Il ne faut pas oublier la République centrafricaine, plaide le Coordinateur humanitaire

Des millions de personnes ont besoin d'une assistance en République centrafricaine mais la communauté humanitaire qui leur apporte une aide est confrontée à une rareté des soutiens financiers, déplore le plus haut responsable de l'ONU dans ce pays.

Dans un entretien accordé à ONU Info lors d'une visite au siège de l'ONU à New York, Mohamed Ag Ayoya, Coordinateur résident des Nations Unies et Coordinateur humanitaire en République centrafricaine, appelle les bailleurs de fonds à ne pas oublier les Centrafricains.

Les fonds reçus jusqu'à présent sont « très en deçà » de ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins de « populations extrêmement vulnérables », a-t-il souligné.



ONU Info : Quelles sont les priorités de l'action humanitaire en République centrafricaine ?

Mohamad Ag Ayoya : Les opportunités les plus importantes pour nous en Ré-

publique centrafricaine sur le plan humanitaire tournent autour des aspects de prise en charge d'environ 2,4 millions de personnes qui ont un besoin urgent actuellement. Un besoin aigu dans le domaine de l'alimentation, mais aussi dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, mais aussi dans le domaine de la protection. Parce que quand on parle de la République centrafricaine, on parle d'urgence humanitaire, mais on parle aussi d'urgence de protection pour les femmes, pour les filles, parce que nous avons aussi des nombres extrêmement élevés de violences basées sur le genre pour lesquelles nous répondons sur le plan humanitaire dans le pays.

ONU Info : Quels sont les principaux obstacles que les travailleurs humanitaires rencontrent sur le terrain ? -ce que vous êtes préoccupé par la présence du groupe Wagner ?

Mohamed Ag Ayoya : Les principaux obstacles sont essentiellement des obstacles d'accès, d'accès physique. Parce que la République centrafricaine est un pays où nous n'avons pas vraiment de très bonnes routes. Et surtout pendant cette saison pluvieuse, il y a des zones qui sont complètement coupées du reste pays où on ne peut avoir accès qu'avec les avions, ce qui coûte extrêmement cher. Le deuxième obstacle, c'est la question de la sécurité. C'est vrai qu'aujourd'hui, la sécurité s'est améliorée de façon assez importante en République centrafricaine. Mais il y a encore quand même des groupes armés qui sont actifs, (Suite à la page 6)

Lancement de l'immatriculation des sociétés coopératives

Cette activité qui s'est déroulée au ministère de l'agriculture, marque le lancement officiel de l'immatriculation dans le registre des sociétés coopératives de la République Centrafricaine.



Les coopératives immatriculées sont situées dans la sous-préfecture de Kodi (Lim-Pendé), sous-préfectures de Bangui-Rapides et Bangui-Fleuves (Bangui). Eric Rekossset Kamot, Ministre de l'agriculture et du développement rural, a rappelé un discours du Président de la République

selon lequel il est nécessaire d'accroître la production agricole grâce à un secteur privé agricole dynamique qui crée des emplois pour les jeunes et les femmes. À cette fin, des mesures ont notamment été prises pour promouvoir les fermes collectives sous forme de coopératives. Le Séminaire gouvernemental tenu du 10 Août au 6 Septembre 2022 a recommandé la création de coopératives agricoles. C'est un processus qui a duré quatre ans et qui a été marqué par le décret n°22.369 du 13

Septembre 2022, portant création du registre des sociétés coopératives en République Centrafricaine. Désormais, les coopératives agricoles jouiront de la personnalité juridique dès leur inscription à ce registre. Ces processus sont applicables à toutes les sociétés coopératives qui exercent dans tous les domaines d'activités sur le territoire de la République Centrafricaine. Les Chambres Régionales d'agriculture et du Tourisme établiront un registre des sociétés coopératives dans les 85 sous-préfectures de la République Centrafricaine à partir de l'année 2024.

Husseini Mahamat